



## **ANALYSE DES DOCUMENTS PREPARATOIRES AU 49<sup>ème</sup> CONGRES DE LA CGT**

*Par Jacky Omer, CGT, pour le FSC*

### **INTRODUCTION**

Le front syndical de classe s'adresse à tous les syndicalistes et forces vives du pays, principalement aux responsables et syndiqués CGT qui sont à quelques semaines d'un congrès historique de leur organisation syndicale.

Nous nous adressons à celles et à ceux de la CGT, qui ne cessent de se battre au quotidien contre le patronat et l'exploitation capitaliste. Sans prétention et encore moins en donneur de leçon, nous désirons, en tant que militants de la CGT qui ont mené de grandes luttes, principalement celles de 68, 86/87 et 1995, 2003, attirer fraternellement toute votre attention sur la préparation de ce congrès.

A ce congrès, la direction confédérale va faire voter par nombre de délégués, triés en majorité sur le volet et arbitrairement avant que ne paraissent les documents officiels, des décisions telles que notre grande CGT va être dépecée de toute son essence de lutte de classe et de masse pour laquelle certains se seront battus et auront donné leur sang pour faire vivre et faire naître la GRANDE CGT en 1895 lors de son 1<sup>er</sup> congrès à Limoges. Il faut observer aussi que très peu de syndicats ont été réunis pour désigner les délégués et candidats à la future commission exécutive.

Encore une fois la démocratie syndicale est bafouée. Quant aux retraités, s'ils veulent apporter des amendements aux documents, il leur faudra passer par un syndicat actif et cela avant le 10 novembre. Vous avez le droit de débattre pour le reste cela est du ressort des autres ! Les contradictions anti-démocratiques étant de plus en plus évidentes, D.Sanchez déclare au CCN du 3 et 4/11: « ...plus de la moitié des organisations n'a transmise aucun élément (...) mettre le paquet pour réunir les syndiqués dans les 4 semaines de préparation qui restent... ». Or les amendements doivent être parvenus avant le 10 novembre ?

Dans ses écrits, le FSC abordera quelques points fondamentaux des documents du congrès sans pour autant les développer tous. Sur le rapport d'activités, nous en viendrons à l'essentiel. Concernant, le rapport financier paru en dernière minute, si la balance est toujours égale à elle-même, la banque Cogetise met fin à toutes décisions démocratiques pour la répartition des cotisations. Une part non négligeable est attribuée aux organismes internationaux réformistes, CES et CSI.

Quant au document d'orientation et ses 7 résolutions, nous en ferons une critique et analyse basées sur les fondamentaux du syndicalisme de luttes de classes et de masse.

Nous espérons que notre contribution permettra d'apporter un éclairage sur l'avenir du syndicalisme de classe et de masse et des conséquences dramatiques s'il venait à disparaître. Que ceux qui veulent bien prendre notre avertissement fraternel en compte, prennent toutes les mesures possibles pour inverser la tendance actuelle afin de pouvoir s'opposer réellement aux affronts et à la misère que génère la politique capitaliste du surprofit, en France et dans le monde.

Tout comme lors des 47<sup>ème</sup> et 48<sup>ème</sup> congrès, le document du 49<sup>ème</sup> congrès a une forte ressemblance d'audit d'entreprise mené par quelques « managers consultants » sortis des écoles patronales.

## 1) **Bilan d'activités**

Ce bilan est catastrophique et tronqué. Il ne reflète pas la situation exacte des actions passées et de l'état du terrain : faute d'actions, *du tous ensemble en même temps*, le capital élargit son champ d'action par les privatisations et réduit le coût du travail en revenant sur tous les acquis sociaux.

**Il est impératif que les délégués au congrès fassent une réelle analyse du bilan d'activités, principalement depuis la venue au pouvoir du Président Sarkozy,** avant d'engager le débat sur le document d'orientation et voter des résolutions ficelées.

Concrètement, les actions de ces dernières années nous ont conduits à des échecs revendicatifs, professionnels, industriels, salariaux sur l'emploi, les conditions de travail et les libertés syndicales.

Echecs dû en grande partie au manque de lisibilité et de crédibilité des objectifs revendicatifs de la CGT et à l'erreur de stratégie que constitue le syndicalisme rassemblé au sommet. C'est là une des raisons majeures : nous n'avons plus de stratégie de classe et encore moins de tactique de luttes alors que le patronat et le gouvernement eux n'en manquent pas en faisant collaborer les dirigeants syndicaux de la CES et en dernière instance ceux de la CSI.

A partir de ce point, nous constatons la rupture avec le syndicalisme de lutte de classe et de masse contre le système capitaliste et l'éclairage des masses sur sa crise.

Les congressistes doivent donc se prononcer contre **cette stratégie du syndicalisme rassemblé qui noie la classe ouvrière dans les objectifs de rentabilité financière du système capitaliste mondialisé.**

Ce n'est pas pour autant que la CGT est responsable de tous les maux, ce serait même une grossière erreur d'analyser la situation actuelle aussi simplement car cela reviendrait à dire que les militants et syndicalistes CGT de terrain et de lutte de classes ne se battent pas et ne mobilisent plus.

A l'inverse, les échecs actuels, fermetures d'entreprises, augmentation massive du chômage, développement des emplois précaires, perte du pouvoir d'achat, actifs et retraités, recul de la protection sociale et de l'âge de départ en retraite sont à attribuer en grande partie au renoncement des états-majors confédéraux à la lutte des classes et au tous ensemble en même temps.

Quant aux confédéraux de la CGT, ils se distinguent plus facilement avec le patronat dans les groupes comme Confrontation, à l'exemple de Le Duigou, que sur le terrain avec les travailleurs en lutte. Le SG, B.Thibault, lui donne plus de son temps à se rendre aux assises d'été de la CFDT ou en audience auprès de Sarkozy, à la veille de mouvements nationaux (ex : celui de la SNCF en 2007 pour défendre les retraites), qu'auprès des entreprises en lutte depuis plusieurs semaines et des mois pour certaines, ou devant les tribunaux où sont traînés les salariés qui luttent (ex : ERDF).

**Ces dirigeants nationaux font du tort à la classe ouvrière et n'ont plus leur place dans la direction nationale de la CGT, tout comme ceux qui cautionnent la stratégie de « partenaires sociaux ».**

## 2) **le document d'orientation**

Le document indique en préalable que les délégués devront répondre à l'enjeu fondamental du DEVENIR DE LA CGT.

Mais la question essentielle de ce congrès doit être posée clairement et sans ambiguïté : Quel type de syndicalisme nous voulons-nous (*et pas de celui que nous avons besoin !*) ? **Accompagnement ou de conquêtes sociales ?**

Ce document taillé en trois parties, soumet à décision 7 résolutions. Une introduction politiquement simpliste appelle à « *une CGT plus forte, pour le développement humain durable, les conquêtes sociales, la démocratie* ».

**Une CGT plus forte ?** Un million de syndiqués été revendiqué au 48ème à présent le chiffre des 700 000 et tout juste atteint avec les retraités.

Ce qui fait le plus mal à la syndicalisation est le renoncement à la lutte de classes et du tous ensemble en même temps.

**Un développement humain durable ?** Comment imaginer quelque chose d'humain, avec le processus de redéploiement du capitalisme monopolisé à l'échelle mondiale et le néo-colonialisme en cours alors que cette politique et l'écologie sans luttes de classes risquent à terme de détruire l'humanité toute entière !

**Conquêtes sociales ?** Il serait de bon ton d'éviter, avant tout, de perdre tous les acquis gagnés de longues dates par les luttes depuis le front populaire 1936 et le CNR en 1945, conseil national de la résistance et ceux de 1968.

**La démocratie,** tout au long du document et résolutions il est fait référence à la « *démocratie sociale* » mais où sont donc passées la démocratie syndicale et ouvrière ? Faut-il englober dans démocratie sociale les partenaires sociaux ?

Cette introduction est tissée de fausses vérités. La réalité est là et bien présente. La situation que connaît actuellement le peuple de France avec la crise économique et sociale est dramatique. Le document ne met pas en lumière la crise du système capitaliste, ses contradictions et sa réorganisation mondialisée. Le capitalisme mondialisé, répand la misère, l'esclavagisme, la haine raciale et xénophobe et n'hésite pas, pour arriver à ses fins, à déclencher des conflits armés.

De tous temps la grande bourgeoisie s'est évertuée à diviser, à saboter les conquêtes sociales pour prendre sa revanche sur les mouvements ouvriers.

Cela s'est vérifié aussi bien après la libération de la France en 45, après des années de collaboration, qu'après 1968 et plus près, 1995. Cette bourgeoisie mène toujours une lutte effrénée pour défendre ses intérêts de classe.

Malheureusement, il n'en n'est pas de même pour les états major syndicaux et principalement celui de la CGT, première OS en France de lutte de classe depuis 1895.

Depuis le début d'année, pas une journée sans action ou sans lutte : du jamais vu depuis 1968. Un rapport de force extraordinaire se constate mais **AUCUN APPEL POUR LE TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS !**

Les états-majors syndicaux auraient-ils peur de faire barrage à la marche en avant de la politique de casse Sarkozyenne et d'arrêter la politique européenne de destruction massive de nos acquis ?

Pourtant, avec la crise, les consciences s'éveillent. Les antagonismes sont de plus en plus forts, la lutte des classes s'aiguise de jour en jour.

Quoiqu'en puisse dire le document d'orientation du 49ème, en France le salariat ne change pas fondamentalement. Ce qui est constaté, c'est un glissement de couches sociales professionnelles du fait des changements de techniques. Mais tous, que ce soit du technicien à l'ingénieur et autres cadres, dont certains se font séquestrer, subissent de plein fouet, à des degrés et sous formes diverses, une exploitation qui rapproche ce salariat de la classe ouvrière.

Ce ne sont pas les salariés de France Télécom qui nous diront le contraire. **De tous ces affrontements, un point fondamental anime le mouvement syndical et pose question : c'est celui qui oppose lutte de classes et collaboration de classes.**

Voilà pourquoi les réalités elles mêmes poussent à la lutte et non à un quelconque développement humain durable aux conquêtes sociales qui sont un peu plus détruites chaque jour et où la démocratie syndicale et ouvrière sont bafouées.

## **Première partie, une résolution**

**Chapitre le plus important avec une résolution en 3 paragraphes.**

Sont abordés : la crise à un développement humain durable, le travail, l'emploi, le statut du travail salarié et la sécurité sociale professionnelle, la maison commune des régimes de retraites, le financement, changement des politiques économiques.

Remarque : encore une fois le constat semble alléchant. Il n'en reste pas moins vrai que rien n'est dit sur la création des richesses, l'augmentation de la plus-value et la réduction permanente de la force de travail. Cette sournoise crise serait-elle un élément déterminant du changement d'orientation des Etats-majors syndicaux et de l'indépendance de classe ?

Sur ce point spécifique de la crise du système capitaliste, notre analyse est toute autre que de s'opposer tout simplement au capitalisme libéral (comme si le capitalisme était autre que libéral ?). Ensuite, demander aux élus de se lancer dans une cogestion ou de gérer autrement les profits semble pour le moins relever d'une politique de renoncement pure et simple à la lutte de classe et d'apaiser la colère des masses. Pas une revendication ne figure dans le texte sur les nationalisations des entreprises, prioritairement celles du secteur bancaire et d'assurances. Revendiquer tout simplement la socialisation des moyens de production et d'échanges.

Observation : **Le capitalisme ne s'effondre pas de lui-même et trouve toujours une issue à ses crises, si les peuples n'opposent pas leur propre activité révolutionnaire, même sous une forme encore à peine ébauchée.**

Plus précisément, la grande crise de 1929 trouvera son issue :

- 1) dans des politiques de paix sociale (New Deal et Front populaire) pour bloquer les tentatives révolutionnaires, ou dans le fascisme pour museler les ouvriers et accroître leur exploitation. Les deux sont complémentaires;
- 2) dans des politiques de réarmement intensif;
- 3) dans la guerre elle-même.

La barbarie est une issue pour le capitalisme, Marx l'avait vu. Mais la barbarie peut ne peut être homogène au monde entier; elle peut toucher les 2/3 de la planète tandis que le tiers restant sera maintenu dans un relatif confort, avec des écarts croissants entre les niveaux de vie des différentes classes sociales. C'est ce qui se passe aujourd'hui.

A ce jour, la moitié de l'humanité vit avec moins de 1\$ par jour ! 94% du revenu mondial revient à 40% de la population, alors que 60% doivent vivre avec seulement 6% du revenu mondial. **Voilà la situation réelle de la CRISE du système capitalisme mondialisé.**

Dans ce contexte, la bourgeoisie a la tâche essentielle "d'acheter" les directions officielles des partis et syndicats du salariat, et "d'acheter" les gouvernements des pays libérés en apparence du colonialisme.

**Cela va certainement en faire bondir certains, mais la corruption généralisée est l'un des mécanismes de base essentiel à la paix sociale et à la croissance du capital.**

\*un projet de développement en rupture avec la logique de l'argent.

La CGT décide de faire du Développement humain durable !

Dans le cadre du statut du travail salarié, arrive la Sécurité Sociale Professionnelle ! Déjà une incompréhension, distinguer le travail salarié de celui qui ne l'est pas et le statut pour le travail et non pour le salarié.

Quant à la S.S.P, demain une carte de travail multi professionnelle sera délivrée à chacun ou un livret de travail afin de pouvoir sillonner l'Europe pour effectuer des petits boulots à la carte ? Mobilité, flexibilité du travail et des Salaires : à qui cela profite-t-il ?

Parallèlement, le document ne dit mot sur les luttes de classes, sur une stratégie d'action, sur la tactique des luttes, sur les dénationalisations, le pacte de stabilité, l'accord de Schengen.

**Cette S.S.P est la destruction pure et simple du code du travail et des différents statuts et conventions collectives.**

Cette Sécurité Sociale Professionnelle sera un véritable accord de Schengen pour le salariat ou une libre circulation sera permise aux forces du travail. Le grand capital va voir son armée de réserve augmenter avec cette S.S.P, ou les périodes non travaillées (chômage/congés de reclassement) ne seraient plus assujetties aux contributions sociales pour l'employeur. Evidemment un règlement alambiqué accompagne ces différentes mesures pour palier les liquidations d'entreprises de plus de 1000 salariés. Les autres, dégagez, il n'y a rien à voir. La confédération appelle quand même à se syndiquer !

**Refuser la flexisécurité, l'arme d'exploitation capitaliste, mot d'ordre commun de l'UE, de la CES, du MEDEF, de Sarkozy et de... la CGT ?**

\*Création d'une maison commune des régimes de retraites. Des balbutiements sur le troisième âge et les maisons de retraites sous-entendent la création d'un troisième portefeuille au niveau de la sécurité sociale qui nous fait penser trop fort à la proposition d'Attali après les nombreux décès de personnes âgées suite à la canicule de 2004 !

**Il faut refuser** un tel projet, celui-ci entraînera un alignement de tous les régimes vers le bas. Ce sera la mise à mort des différentes conventions et accords de branches professionnelles. Nous retrouvons avec cette proposition dans la cohérence de la S.S.P où l'on constatera dans l'avenir l'explosion de l'ensemble des conventions collectives et statuts.

Ces deux derniers points nous amènent à dénoncer le risque de généralisation de la précarité de l'emploi, le risque du nivellement par le bas des régimes de retraite. Le danger est d'autant plus grand que la CES et la CSI, tout comme les institutions internationales capitalistes, revendiquent la transférabilité de ces pseudo droits individuels au niveau européen et mondial.

\* Avec l'international, mise en lumière de la CES et de la CSI, le travail décent et des biens publics mondiaux.

La crise du système capitaliste mondialisé n'aura certes pas à s'inquiéter de la position de classe de la nouvelle Confédération Syndicale Internationale issue d'un mariage « du sabre et du goupillon » CISL (confédération internationale des syndicats libres) mis en place par la CIA et la CMT (confédération mondiale du travail) organisée subventionnée par le Vatican, pour s'opposer à la FSM et alimenter à l'époque, la guerre froide contre le bloc socialiste. Comment mieux faire pour marginaliser la FSM dont un des premiers secrétaires fut le responsable CGT Louis Saillant président du CNR (Conseil National de la Résistance).

**Il faut que la CGT sorte de la CES et de la CSI et revienne à la FSM.**

\*changement des politiques économiques, rien sur le maintien du pouvoir d'achat et son rattrapage de puis 1982, sur l'augmentation des salaires et la mise en place d'une échelle mobile des salaires, pas de proposition sur le montant du SMIC, le blocage des loyers et leur régulation compte-tenu des revenus, la rentrée des jeunes sur le marché du travail. Rien sur les péréquations pour les revenus des retraités ou sur les pensions de réversion si ce n'est le risque de les voir disparaître avec les sous-entendus du document. **Il faut une véritable charte revendicative** précise et lisible à l'exemple du SMIC à 1600 € nets par mois, des logements aux loyers abordables compte-tenu du revenu mensuel net principalement pour les jeunes qui rentrent dans la vie active ou les étudiants. Revalorisation immédiate des pensions, des retraites. Remettre au cœur du débat l'âge du départ à la retraite et du nombre d'annuités. La sécurité sociale, l'enseignement public et laïc, la nationalisation des secteurs clés...le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat : **en France depuis 1982 la part du salaire dans la valeur ajoutée a régressé de plus de 15%.**

\*Face au pouvoir des actionnaires, le texte parle de gestion démocratique et sociale. Les salariés et élus doivent s'immiscer dans la gestion des entreprises, des firmes. Ex : les Molex partis aux USA, quelles surprises pour eux !

A ce tarif, les élus des CE vont devoir intégrer l'objectif patronal et apaiser les masses !

Le document reconnaît l'entreprise au niveau mondial. Les élus se voient proposer de maîtriser la mondialisation et discuter la stratégie des groupes, et cela jusque dans les conseils d'administration des firmes. Naissance des CCEE ou des CCEM, (comité central d'entreprise européen ou mondial) tout cela sous l'égide de la CES (confédération européenne des syndicats) ou de la CSI, (Confédération syndicale internationale).

Pas de revendication concernant la participation, l'intéressement, les stocks options, les traders et la taxation des produits boursiers.

## Deuxième partie, 2 résolutions

### Un rôle et des responsabilités accrues pour le syndicalisme, pour la Cgt,

Suite aux mouvements de ce début d'année et l'accueil fait à Thibault le 22/10 à Paris, la réponse et sans ambiguïté.

\*Construire la CGT avec les jeunes : un enjeu majeur.

Comment embaucher des jeunes alors qu'en 2003 tout comme en 2007, Thibault comme Chéréque ont capitulé devant le nouveau régime des départs en retraite, loi Fillon, alors que les travailleurs étaient dans la rue ?

Il est vrai que Le Duigou l'a dit : « les 37,5 annuités c'est fini, alors pourquoi en parler », partenariat social oblige ! Avec les privatisations principalement sous Jospin, comment permettre aux jeunes de trouver des emplois stables, principalement dans la fonction publique ? Il en est de même avec la casse de l'industrie française au nom de l'Europe ultralibérale et de la concurrence non faussée. Ces effets ne peuvent apporter de syndiqués à la CGT et encore moins dans les autres OS, ce malgré leur recomposition et leur alliance lors des élections professionnelles.

Comment accepter de voir disparaître les CDI en revendiquant un statut du travail salarié avec cette Sécurité Sociale Professionnelle ? Où se trouve la sécurité sociale professionnelle lorsque les jeunes sortent des études sans débouché professionnel et qualification ?

Comment syndiquer des jeunes en contrat précaire et qui change d'employeur tous les deux ans ?

Il est temps que certains responsables confédéraux descendent sur le terrain plusieurs mois pour se rendre compte ce qu'est la « Peste » du travail instable auquel s'ajoutent la pression et le harcèlement moral et parfois physique.

Si l'opposition n'est pas plus forte face aux délocalisations des entreprises françaises et aux privatisations dues à la construction de l'Europe supranationale, aggravées depuis son élargissement à 27, il sera difficile d'atteindre l'objectif du million de syndiqués du 48ème congrès.

Situation aggravée depuis la remise en cause du NON au référendum sur le traité européen et la nouvelle charte des droits Fondamentaux (traité de Nice) et la position anti-démocratique du secrétaire général de la CGT au CCN pour défendre en sous-main le OUI suite aux directives de la CES et son leader Monks.

\*Mise en mouvement des masses, l'unité. Les textes considèrent que les puissants mouvements des DOM-TOM relèvent de réalité propre à ces départements ! Nous n'avons pas à en tirer une expérience et leçon pour conduire nos propres luttes en métropole ! Sic. Et il faudrait croire le bien fondé de la CSI.

**L'action tous ensemble en même temps : NON.** Le texte dit : *...les luttes s'épaulent et se nourrissent mutuellement, que les salariés se sentent encouragés à réagir dans des secteurs qui n'ont pas encore connu de mobilisation.* », « ... Les luttes dispersées permettent d'encourager les salariés dans leur action !!!! Voila un bel exemple du syndicalisme rassemblé. Continuez à crier au feu les pompiers vont bientôt arriver, tant pis s'il n'y a plus d'eau !

\*La parole aux salariés, nous retrouvons une explication sur ce qu'est la démocratie sociale après être passé par la démocratie économique. Une fois seulement il sera fait référence à l'application de la démocratie syndicale. La démocratie ouvrière est rayée des textes.

\*le congrès décide de poursuivre sa démarche de rassemblement unitaire

Démarche de « syndicalisme rassemblé » depuis 3 congrès cette démarche se met en marge du rapport de force. Les randonnées pédestres dans Paris pour finir à 3000 la veille des élections européennes ? Les salariés actifs et retraités, tout comme les jeunes et chômeurs n'ont rien gagné de ces manifestations folkloriques et dispersées.

## Troisième partie, 4 résolutions

**Des modes d'organisation pour la syndicalisation du plus grand nombre de salariés.**

**Modifier nos structures et nos modes de fonctionnement pour construire un rapport de force durable**

REPONSES INDUITES :

a) syndicalisme qui cale sa structure sur celle de l'entreprise ou des institutions représentatives du personnel.

b) syndicalisme qui construit la revendication et agit avec les salariés.

*Journal CGT, Ensemble octobre 2009, Thibault dit des anciens cégétistes : « Chacune des générations a fait la CGT de son temps. Il est indispensable aujourd'hui de faire de la place aux jeunes et de leur permettre de prendre des responsabilités dans l'organisation »...* A lire cela nous sommes à même de comprendre qu'il faut faire table rase du passé et laisser la jeune génération pleine d'illusion face à la classe capitaliste. La transmission de l'histoire des luttes est nécessaire et importante pour les jeunes militants et syndiqués. Les « vieux ne rabâchent pas ». Nos adversaires de classe, même les plus ridés, mettent tous les moyens pour transmettre leurs idées de classe en s'aidant si besoin de l'enseignement public afin de garder leurs privilèges.

Les retraités doivent être reconnus comme une réelle force d'action et de mobilisation. Ils jouent aussi un rôle important pour l'éducation des enfants, la transmission du savoir et ils sont un élément incontournable pour la croissance.

Il est vrai que le maire écolo de Montreuil (93), Voynet, débaptise l'esplanade Benoît Frachon et la grande maison CGT à proximité n'a pas l'air de bouger ? Il en est de même pour les nombreux salariés de ERDF qui risquent de se retrouver radiés des cadres car ils coupent le courant et cela gêne les entreprises, exemple à Toulouse.

\*un syndicat pour tous, les ingénieurs, cadres et technicien voient leur organisation spécifique ne plus rester unique. Le salariat change ? NON. Les antagonismes sont bien présents d'un côté la classe ouvrière de l'autre classe dominante. Ceci ne retire pas les spécificités et les qualifications de chacun.

\*LES 7 RESOLUTIONS qui sont proposées comme alternative à la crise, dite économique (et non pas du système capitaliste) sont des véritables planches à savon pour les délégués même les plus complaisants.

Mais les dernières résolutions à partir de la quatrième sont assez éloquents et marquent l'empreinte du bureau confédéral qui veut mettre un terme à la « désobéissance » de certains responsables.

Une restructuration de la CGT est mise en chantier d'ici le 50<sup>ème</sup> congrès.

Comme le dit le texte, il y aura un croisement nécessaire entre les fédérations, les UD et UL pour en arriver à des supers syndicats interprofessionnels qui seront dotés d'un permanent en relation directe avec la confédération. Cette modification permettra du même coup de régler le problème lié aux versements des cotisations et à leur centralisation au niveau national. Action qui facilitera la non transparence des versements de cotisations sur le terrain. Démocratie disent-ils ???

Le syndicalisme confédéré va être débarqué pour voir apparaître la confédération des syndicats.

Des résultats seront attendus, pour les nouveaux élus à la commission exécutive, sur la restructuration des FD, UD, UL et la mise en place des supers syndicats. Comme le précise B.Thibeault, au dernier CCN des 3&4 novembre, un bilan d'étape sera fait à mi mandat !

Ils seront surveillés **et débarqués si besoin est, règlement intérieur oblige.**

La modification envisagée des structures horizontales et verticales, qui sont le socle de la confédération, confirme notre analyse tant sur la cogestion ou autre forme participative au niveau des conseils d'administration ou de firmes, seront les uns ou les autres de nouveaux moyens pour faire tampon avec les masses. Ces projets s'inscrivent dans le cadre des nouveaux droits des salariés et de la démocratie sociale. Tout nous laisse penser qu'un recul de la syndicalisation est à attendre en France. Nous retrouvons là toute l'importance de la loi d'août 2008 sur la représentativité des OS suite aux résultats des élections des représentants du personnel dans les futures entreprises ou différentes caisses de protection sociale.

La CGT prépare bien sa restructuration par bassins d'emplois en calquant celle-ci sur les futures régions politiques liées à l'Europe du capital. Plus ou moins d'adhérents peu importe, ce seront les résultats aux élections professionnelles qui compteront pour apporter les moyens de fonctionnement et financiers. Le syndicalisme

français sera en adéquation avec le système anglo-saxon de partenaires sociaux qui fonctionnent avec l'aide de l'état et pourquoi pas demain une obligation de se syndiquer lors de l'embauche méthode. Syndicalisme rassemblé de votants voilà où se niche la démocratie sociale !

Ce projet sera scellé avant le 50<sup>ème</sup> congrès si les syndiqués, les élus et responsables n'y opposent pas leur puissance de classe.

Une modification des statuts sera faite et la mise en place d'un règlement intérieur pour ceux qui n'abdiquent pas. Projet déjà fortement murmuré au 48<sup>ème</sup>, mais abandonné devant la levée de bouclier. Ceci étant, la situation de crise de l'emploi va faire rentrer dans le rang quelques opposants de peur à se retrouver sans mandat et boulot.

Le bureau devrait être réduit de peur de retrouver des opposants au désossage de la CGT d'ici le 50<sup>ème</sup>.

Le nombre de responsables à la C.E (commission exécutive) sera diminué de près de moitié, des tâches bien précises seront distribuées aux nouveaux « élus managers ».

## **CONCLUSION**

Depuis 1995, nous suivons l'évolution réformiste des congrès CGT.

Après le conflit de 1995, Juppé et l'idole syndicale Notat se font débarquer.

L'étoile filante montante, suite aux combats des cheminots, et par la suite de l'ensemble des salariés met en lumière Thibault et il devient en l'espace d'un instant le SG de la CGT alors qu'il est le SG de la FD des cheminots.

LE 49<sup>ème</sup> va approfondir les mesures anti-démocratiques prises au 47<sup>ème</sup> et 48<sup>ème</sup> congrès. Il va poser AVEC PLUS DE FORCE LES PRETENTIONS DES DIRIGEANTS REFORMISTES ET DESTRUCTEURS DU SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSE ;

Ce congrès anti-démocratique sera sans âme, sans repères revendicatifs de classe, sans idéologie révolutionnaire et de luttes...

Ce congrès sera celui du renoncement de la capitulation et d'ouverture à la collaboration de classes. Comme disait Le Duigou : « retrouver une cohérence entre logique économique et revendicative ».

**LES MOTS CLEFS DE CE CONGRES :** *DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE ! DEMOCRATIE SOCIALE ! REINVESTIR LES PROFITS ! MORALISER LE PATRONAT ! GESTION DES ENTREPRISES ET FIRMES ! COOPERATION MONDIALE ! SYNDICATS DE SITE MULTI PROFESSIONNELS, DE TERRITOIRE, DE REGION. CHAMP PROFESSIONNEL. SYNDICALISME DE TRANSFORMATION SOCIALE, TRANSFORMATION DE L'ORGANISATION.*

*Paris le 11 nov. 09.*